

A l'heure des bouleversements à l'Est

Jacques Chirac au « Figaro » :

« La chance de la France... »

Pour le maire de Paris, la France doit se préparer à de nouveaux défis : elle peut jouer « un rôle majeur dans l'Europe rassemblée ».

LE FIGARO. — Comment réagissez-vous à ce qui se passe en Europe de l'Est ? Comment voyez-vous les transformations de l'Europe ?

Jacques CHIRAC. — Nous vivons un moment passionnant. Après Prague, après Varsovie, Budapest, Berlin, qui ne s'associerait à la joie sans retenue de ces peuples libérés des contraintes du communisme et des absurdités de l'économie socialiste ? L'Histoire nous offre un nouveau défi qu'il nous faut, appuyés sur la Communauté européenne, aborder avec lucidité, résolution et imagination. Plus que l'Angleterre, plus que l'Allemagne trop marquée par le poids de l'Histoire, la France doit porter un grand dessein et être le moteur de la nouvelle construction européenne.

— Le général de Gaulle avait été le premier à engager une ouverture à l'Est. Mais, depuis dix ans, cette volonté s'est perdue en France et une grande avance a été prise par l'Allemagne.

— Oui. Nous avons perdu du terrain et nous n'avons pas tiré suffisamment partie des atouts traditionnels dont nous disposons en Europe de l'Est. Au gouvernement et aux entreprises de réagir maintenant et malgré les difficultés, de mettre les bouchées doubles. La France doit cultiver ses amitiés avec l'Est. Elle s'est toujours repentie de les avoir déçues.

— Vous évoquez la nécessité d'un grand dessein. Comment le définissez-vous ?

— C'est rassembler un continent. C'est donner vie à une Europe unie, libre, prospère et pacifique. Il y a quarante-cinq ans, la coupure de l'Europe nous a été imposée par la force. Parce que nous ressentions le besoin de nous unir pour faire face à la menace de l'Est nous avons construit l'Europe à six, qui s'es-

suite élargie. A cette dynamique, il faut aujourd'hui ajouter celle des solidarités retrouvées, de la communauté de culture et de mode de vie. Ne nous y trompons pas, le chemin sera long et sans doute difficile. La France a un rôle majeur à jouer dans ce domaine. Elle doit s'y préparer.

— Comment ? Quelles étapes voyez-vous ?

— Nous devons agir sur plusieurs plans : il faut renforcer notre entente avec la République fédérale qui, depuis l'époque de Gaulle-Adenauer, est la pierre angulaire de la construction européenne, et dès lors que celle-ci s'y montre disposée, de telle sorte que nous puissions prendre ensemble les initiatives qui s'imposent. L'éventualité de la réunification ne doit pas être un obstacle. Ses modalités et son calendrier dépendent des Allemands eux-mêmes dont nous reconnaissons, bien sûr, le droit à l'autodétermination.

Nous devons apporter une réponse généreuse et immédiate aux pays de l'Europe de l'Est dont l'économie est exsangue, afin de les aider ainsi à édifier leur nouvelle démocratie.

Il nous faut réussir l'entreprise communautaire qui a joué déjà un rôle décisif dans les évolutions en cours par son exemple et l'attraction qu'elle exerce sur les peuples de l'Est.

De ce point de vue, je souhaite que le prochain sommet de Strasbourg marque une étape décisive sur la voie de l'union économique et monétaire.

Enfin, il convient de réfléchir dès maintenant aux principes d'un règlement de paix, attendu depuis quarante-cinq ans, afin de régler les contentieux potentiels et établir une situation de droit. Tous les Européens sont intéressés par cette démarche, même si les principales responsabilités in-

combent aux quatre puissances alliées de 1945 et aux deux États allemands.

N'oublions pas que seule la signature d'un traité de paix mettra fin au droit de tutelle des Russes et des Américains sur une partie de notre continent et permettra à tous les pays d'Europe de retrouver leur complète souveraineté.

Ainsi seront jetées les fondations de ce qui pourra être la maison européenne, accueillant toutes les nations de notre continent.

— Vous venez d'évoquer la nécessité d'un règlement de paix. M. Mitterrand ne paraît pas favorable à cette idée ?

— Qu'il n'y ait pas de malentendu. Je viens de détailler le processus que j'envisage et dans lequel ce règlement de paix trouve sa place naturelle. Cette clarification nécessaire est inévitable : on ne peut pas vouloir construire une maison sans faire d'abord ses fondations !

— En ce qui concerne le problème de la réunification, vous employez le terme de droit à l'autodétermination : est-ce qu'il n'y a pas là un jeu sur les mots ? Est-ce que l'idée de réunification vous met mal à l'aise ?...

— Permettez-moi de vous interrompre. Vous venez de prononcer un mot important : « mal à l'aise ». Il y a dans l'amitié franco-allemande une sorte de ver dans le fruit : c'est le soupçon. Consciemment ou inconsciemment, beaucoup de Français ont le sentiment que l'Allemagne est déjà très puissante et peut avoir des tentations hégémoniques. Pour de nombreux Allemands, les Français ne sont pas sincères lorsqu'ils disent qu'ils sont favorables à l'autodétermination du peuple allemand et à l'unité des Allemands. Il est indispensable de nous convaincre mutuellement de notre bonne foi. Une des conditions importantes de la construction de l'Eu-

rope de demain c'est cette véritable entente, sans arrière-pensée. Il appartient aux Allemands de se déterminer et les Français ne doivent pas en concevoir d'inquiétude. Les Allemands doivent être convaincus que nous ne sommes pas inquiets et que nous n'aurons pas de comportement négatif. Pour cela, deux condi-

tions : la première porte sur la nécessité, au moment opportun, d'un règlement de paix qui réaffirme le caractère intangible des frontières occidentales de la Pologne. La seconde dépend de nous. L'Allemagne a une puissance économique supérieure à la nôtre. Il est donc indispensable, d'une part, que nous défendions à Bruxelles avec rigueur et fermeté nos intérêts, ce qui n'est pas toujours le cas ; d'autre part, que nous ayons une politique économique et sociale dynamique de façon à améliorer sans cesse notre productivité et notre compétitivité. Nous sommes dans une période où devrait être retrouvé l'esprit qui fut celui des années 1968-1973 quand, sous l'impulsion de Georges Pompidou, notre croissance économique et notre progrès social ont été particulièrement remarquables. Cette voie, que j'aurais souhaité poursuivre après les premières réalisations de mon gouvernement entre 1986 et 1988.

— Ne sommes-nous pas en train d'être floués par Gorbatchev ? Finalement, il a des chances d'obtenir le retrait des Américains et une dilution de la Communauté économique européenne. Au bout du compte, ne sera-t-il pas en position hégémonique en Europe ?

— Ne jouons pas trop les Machiavel. L'Union soviétique recueille aujourd'hui les fruits de la gestion communiste, et ces fruits sont amers. Il faut qu'elle trouve une solution à des problèmes politiques, économi-

ques, sociaux et ethniques dont nous constatons tous les jours la gravité, et qui sont plus de nature à la déstabiliser qu'à la renforcer. Pour ce qui est des Américains, le président Bush a récemment réaffirmé dans vos colonnes la pérennité de l'engagement des États-Unis en Europe. Il me paraît néanmoins évident qu'ils sont décidés à réduire leur présence et leurs moyens en Europe, considérant que quarante-cinq ans après la fin de la guerre, 320 millions d'Européens riches et développés devraient pouvoir faire davantage pour assurer leur sécurité, sans compter, pour l'essentiel, sur les 220 millions d'Américains. Naturellement ce retrait partiel se fera de façon négociée et prendra du temps.

Cela pose néanmoins dès maintenant, en des termes nouveaux, le problème de la sécurité de l'Europe. L'URSS demeure un colosse militaire. Ce système très puissant est aujourd'hui confronté à une crise très grave qui le déstabilise. Or, un système aussi puissant et aussi instable est par définition dangereux. Nous serons donc bien inspirés de ne pas baisser notre garde.

C'est pourquoi je considère qu'il n'est pas raisonnable de la part du président de la République d'amputer de façon substantielle notre effort de défense tel qu'il avait été arrêté, avec son accord, en 1987, par la loi de programmation.

— Est-ce que vous êtes de ceux qui redoutent que Malte soit un nouveau Yalta ?

— C'est à nous de faire en sorte que l'Histoire ne se répète pas, ne serait-ce que parce que les rapports de forces sont différents. L'Europe doit affirmer son identité et arrêter sa stratégie de telle sorte que personne ne soit tenté de parler en son nom. C'est pourquoi j'avais demandé que les Douze fassent entendre clairement leurs voix et que j'ai déploré un certain manque d'initiative.

— L'aide de l'Occident à l'Europe de l'Est donne l'impression non pas d'un plan d'ensemble mais de différentes initiatives partant en désordre des États-Unis, de la CEE, de tel ou tel pays ou encore du FMI. On est loin du grand effort du plan Marshall. Quelles sont vos propres idées là-dessus ?

— Il ne me paraît pas anormal qu'à ce stade il y ait un foisonnement d'initiatives. C'est une affaire qui intéresse au premier chef les Européens, mais nous attendons des États-

Unis et du Japon un effort correspondant à leurs moyens. J'ai eu à plusieurs reprises, ces derniers mois, l'occasion d'inviter les Américains et les Japonais à faire, en matière d'aide au développement, un effort comparable à celui de la France ou de l'Allemagne. Ils en sont encore loin. Lors de mon récent voyage au Japon, j'ai eu l'occasion d'en parler longuement avec le premier ministre, M. Kaifu, et j'ai été heureux de constater qu'il souhaitait impliquer davantage son pays dans l'aide à l'Europe de l'Est, notamment en faveur de la Pologne et de la Hongrie.

S'agissant des responsabilités des Européens de l'Ouest, il y a d'abord une aide d'urgence à apporter, car ces populations risquent de souffrir cet hiver.

Pour la suite, il faudra définir les besoins des pays de l'Est avec les équipes qui sont en train de se mettre en place et y apporter des réponses adaptées. Ces pays se trouvent dans des situations différentes. J'ai quelque méfiance pour les formules qui peuvent dégénérer en lourde bureaucratie. Il faudra faire preuve de souplesse et d'imagination en veillant tout particulièrement à la formation des futurs cadres dirigeants des économies de l'Est qui vont devoir être complètement restructurées.

— A propos de l'URSS, le président de la République a déclaré que les Soviétiques sont au bord du gouffre. Partagez-vous cette opinion pessimiste ?

— J'ai été, je l'avoue, quelque peu surpris par cette appréciation.

Il est vrai que M. Gorbatchev et son équipe font face à des problèmes considérables. Il s'y attendait, comme j'ai pu en juger au cours de nos rencontres. Mais il ne faut jamais sous-estimer la capacité d'un grand peuple à se ressaisir et à se redresser.

— Que peut faire l'Occident de ce point de vue, l'Europe occidentale notamment ? Est-ce qu'elle doit aider Gorbatchev et si oui, comment ?

— Il n'est pas dans la vocation de l'Occident d'aider économiquement l'Union soviétique comme nous voulons le faire pour les autres pays eu-

ropéens qui appartiennent à une autre famille culturelle, géographique, historique et qui évoluent vers des régimes de démocratie. En revanche, je pense que l'Occident doit avoir à l'égard de l'évolution de l'Union soviétique une double attitude : la première consis-

tant à ne rien faire qui puisse gêner la perestroïka et donc l'action du président soviétique ; la seconde qui consiste à ne pas se laisser aller à l'éternelle faiblesse de nos démocraties, c'est-à-dire à un lâche soulagement. L'Occident, dans cet esprit, doit maintenir sa capacité de défense jusqu'à ce que l'évolution politique en Union soviétique permette d'amplifier l'effort de désarmement.

— Est-ce qu'il y a un seuil de démocratisation, quand on parle d'aider les pays de l'Est, selon qu'ils deviendront démocratiques ou pas ?

— Notre aide, l'aide occidentale, n'est justifiée que par l'évolution de ces pays dans le sens de la démocratie.

— Est-ce que vous imaginez que l'Europe des douze puisse s'élargir sans perdre sa raison d'être initiale ?

— L'expérience a prouvé que l'on pouvait mener de pair l'élargissement et l'approfondissement, si tous les membres le souhaitent. La question n'est pas actuelle. Agissons dans les directions que je vous ai indiquées. Et puis nous verrons. Il existe des modalités diverses d'association qui permettront, le moment venu, de répondre à ce problème.

— Après l'ouverture du Mur de Berlin, l'impression a été que la réunification était un sujet d'actualité en Allemagne de l'Ouest mais pas en Allemagne de l'Est... Or, ces jours derniers, les manifestants de RDA ont commencé à crier des slogans en faveur de la réunification. Est-ce que vous-même, vous avez cru qu'il pourrait y avoir une différence entre les Allemands de l'Est et les Allemands de l'Ouest ?

— Il est bien tôt pour porter des appréciations définitives, qu'il s'agisse de la RDA ou des autres pays de l'Est. Nul ne peut dire ce qui sortira de ce bouillonnement. Mais pour nous Français, et je conclurai par là, les choses doivent être claires. Nous devons maintenir notre capacité de défense ; mieux préparer notre économie ; contribuer à organiser un avenir de paix et de prospérité pour les nations de notre conti-

nent. Aucun dirigeant occidental n'avait prévu la situation que nous vivons. Au-delà de la joie que nous inspire le retour de la liberté à l'Est, sachons faire preuve de lucidité et de courage : la France doit se préparer aux évolutions du nouvel équilibre européen ; elle doit saisir la chance de jouer un rôle majeur dans l'Europe rassemblée.

Propos recueillis par
Paul GUILBERT et Charles LAMBROSCHINI